Le gouvernement de Lionel Jospin peut-il ouvrir la voie à une véritable alternative au modèle économique dominant ou va-t-il se contenter d'en limiter les effets sociaux et écologiques les plus destructeurs ? Ce débat qui va prendre une importance croissante dans les mois qui viennent donnera lieu à une série de «Points de vue» dans Transversales. *Alain Lipietz, économiste et porte-parole des «Verts» lance ici une discussion qui sera évidemment ouverte à d'autres approches.*

Le début de quelque chose ?

Par Alain LIPIETZ*

Les premiers mois du gouvernement Jospin laissent une curieuse impression. Quelques promesses spectaculairement tenues (Superphénix fermé, canal Rhin-Rhône abandonné, plan-jeunes), d'autres oubliées ou reniées sans commentaire (abrogation des lois Pasqua, accord de Dublin et contrôle politique de la Banque Centrale Européenne, etc.), des retards sur «les 35 heures tout de suite par une loi cadre, et les 32 heures dans la durée de la législature» (selon les termes de l'accord Verts-PS)... De tout un peu : de la loyauté et des abandons. Comme si les engagements envers les partenaires, comme si les engagements envers les électeurs, n'étaient qu'un menu dans lequel on picore, prenant un peu de ceci, beaucoup de cela, écartant les plats trop épicés... L'état de l'opinion reflète cet éclectisme : une bonne cote maintenue dans les sondages jusqu'en septembre, par une montée des opinions favorables venues de la droite, qui compense une baisse chez les électeurs de gauche ou écologistes. Et jusqu'à ce coup de tonnerre de Mulhouse : un candidat Front National presque élu dès le premier tour. Dans les couches populaires au contact de l'exclusion, le sentiment d'amertume n'est pas réduit, mais peut-être accéléré par la méthode Jospin et le KO de la droite.

Qu'on me comprenne bien. Un gouvernement est le gouvernement de tout le pays, pas seulement de sa majorité. Nous avons trop reproché à Juppé une méthode autoritaire de gouvernement. Il est normal que le nouveau vainqueur, Jospin, cherche à convaincre la petite moitié de la France qui n'a pas voté pour lui, qu'il compose avec des oppositions trop farouches, qu'il ne puisse imposer à ses 14 partenaires européens les choix de la majorité des Français. Un contrat, même passé avec les électeurs, ça s'ajuste, se renégocie, en cas de force majeure. Le problème, c'est qu'on ne voit pas du tout comment se hiérarchisent, chez «l'arbitre» Lionel Jospin, ces fameuses «forces majeures» : l'empoisonnement de l'air ? le drame des chômeurs ? ou le taux de rémunération des fonds de pension américains ?

En fait, le doute était dans l'élaboration même du programme. Après les échecs de 93 et 95, le PS a enfin dialogué sérieusement avec les écologistes. L'accord PS-Verts représentait un engagement réel pour sortir de l'horreur économique et écologique où un productivisme libéral, sacrifiant tout à la compétitivité et aux lois du marché mondial, avait plongé la France. Sa réalisation en cinq ans ressouderait à coup sûr la société, tout en sauvant l'air, l'eau, l'héritage environnemental emprunté aux générations futures. Mais les Verts eurent souvent l'impression que cet accord leur était concédé, sans que les points dont eux étaient porteurs soient reçus par leur partenaire socialiste autrement que comme *concessions* à des alliés, et non comme une prise en compte des *urgences du réel lui-même*. Et cette ambiguïté se retrouve dans les commentaires journalistiques, qui tiennent le registre d'une sorte de loterie, où l'on fait des cadeaux tantôt aux uns, tantôt aux autres, et non à la France elle-même, à son peuple, à son territoire.

Sauver notre air et notre santé en abolissant les privilèges du diesel, recoudre notre société déchirée par un partage du travail et des richesses, est-ce donc satisfaire une lubie des Verts, ou une exigence du présent pour sauver l'avenir et reconstruire l'espérance ? Telle est la vraie question.

Les fondements protégés ?

De ce qu'a déjà fait ou refusé de faire ce gouvernement, émergent comme des fragments d'un avenir possible dans le bouillon amer de notre présent. Des fragments seulement, alors que ce sont les fondements mêmes de notre société qu'il faut remettre en cause. Dès lors, chaque mesure positive partielle court le risque de se redissoudre dans la vieille soupe.

Il est trop tôt pour se prononcer sur la réduction du temps de travail : les décisions restent à prendre. Mais la

* *Économiste, porte-parole des Verts, auteur du livre récent* La Société en sablier, *La Découverte, 1996.*

méthode est perverse. Au lieu de fixer d'emblée par une loi la direction (travailler moins pour travailler tous et vivre mieux), puis négocier l'application de cette loi pour «tenir compte des réalités présentes», on laisse d'abord s'exprimer tous les conservatismes, ceux du patronat bien sûr, mais aussi du «syndicalisme de la feuille de paie», tous ces facteurs de blocage qui nous ont menés dans l'état où nous en sommes, cette «Société en sablier» où de plus en plus d'exclus n'ont même plus la parole, et on essaie ensuite de voir s'il n'y a pas moyen de faire accepter un petit quelque chose.

Même chose du côté des emplois- jeunes. L'idée de mobiliser le coût du chômage (les fameux «80% du SMIC, charges sociales comprises») pour subventionner des emplois nouveaux, dans des métiers nouveaux, pour retisser du lien, au sein de la société, et entre la société et son territoire, est excellente. Mais pourquoi ne pas créer pour ce faire un vrai «Tiers-secteur» assigné à cette mission en échange de cet avantage fiscal ? Pourquoi confier à des administrations, ou à des mairies, ou aux habituelles grosses associations de chasseurs de primes, le soin d'embaucher directement ces jeunes ? Et d'ailleurs pourquoi seulement des jeunes ? Pour faire du chiffre, pour offrir une soupape à 350 000 de celles et ceux qui ont cru à la promotion par l'école : typiquement les beurettes bachelières. C'est bien, mais très loin de l'enjeu : **un nouveau mode de vivre ensemble, d'être utile, valorisé, reconnu, en s'activant les uns pour les autres**. Au lieu de quoi, on risque d'offrir de nouveaux auxiliaires, hors statut et subventionnés, à la fonction publique nationale ou territoriale. Au grand dépit des syndicats... et des vrais acteurs du développement local.

Même chose du côté des lois Pasqua-Debré. Ne pas les avoir «abrogées» est un signe, et un signe fort. On parle encore avec émotion de «l'abolition» de la peine de mort, de «l'abolition» de l'esclavage. Abroger ces lois, stupides dans leur argumentaire économique sous-jacent (il y aurait «trop de monde» en France, comme si le taux de chômage dépendait de la taille d'un pays), honteuses dans leur philosophie (la dignité d'être en France s'acquerrait par la naissance plus que par la participation à la vie française), scandaleuses dans leur application, brisant des couples, séparant les enfants des parents, interdisant l'amour par-delà les frontières et la couleur de la peau (pardon, du passeport), ce n'est pas seulement tenir une promesse lancée aux électeurs dans la chaleur d'un meeting. C'est d'abord un signe : la répudiation d'une culture du soupçon et du racisme. Au lieu de quoi, on a précautionneusement arrangé quelques situations particulièrement criantes, essayé de sauver ce qui reste de francophonie en laissant enfin les étudiants et chercheurs étrangers travailler un peu plus tranquillement en France... tout en laissant peser, sur la plupart des étrangers, de leurs compagnes ou compagnons, l'arbitraire de l'administration. Voire en l'aggravant pour les jeunes couples mixtes.

Un pays qui partagerait systématiquement l'emploi et la richesse, qui protégerait consciemment ses propres ressources naturelles, qui songerait à sa propre évolution démographique (ne nous serine-t-on pas assez qu'à partir de 2005 il n'y aura plus assez d'actifs pour payer les retraites ?), un tel pays n'a pas à craindre d'être accueillant. Il ne peut accueillir «toute» la misère du monde, les quatre cinquièmes de la planète ? Bien sûr, mais il n'a jamais été question de cela. Les migrants, quoi qu'on en dise, sont d'abord des *émigrants*, désespérés de quitter le pays, et bien peu franchissent le pas. Les lois Pasqua-Debré, telles qu'elles seront prorogées et amendées par la loi Chevènement, ne répondent nullement au problème de la déchirure du monde, elles ne font qu'empoisonner la vie des quelques dizaines de milliers de malheureux qui chaque année choisissent, temporairement ou définitivement, de s'agréger à notre aventure collective.

Même chose pour la réforme fiscale. Les Verts avaient proposé d'annuler les niches fiscales dont bénéficiaient les seuls hauts revenus, et de basculer les cotisations maladie vers l'impôt sur le revenu, général et progressif. L'accord Verts-PS se contentait de les basculer vers une CSG «rendue progressive par un abattement à la base». Le Collectif national pour les Droits des Femmes proposait qu'en matière de politique familiale tous les enfants soient traités également, par une allocation unique se substituant aux barèmes compliqués des allocations et des parts familiales. Les mesures du gouvernement Jospin vont dans le bon sens, mais semblent s'arrêter à des limites fixées par quelques technocrates ou ordinateurs de Bercy. La progressivité de la CSG est oubliée, de nouveaux plafonds (plus bas) se substituent aux anciens. Résultat : une redistribution globalement favorable aux plus pauvres, mais peu perceptible, et de multiples criailleries dont certaines justifiées (les ordinateurs ne sauraient penser à tout !), et surtout la disparition du principe d'universalité, qui aurait gardé tout son sens si l'aide *à l'enfant* (quels que soient les revenus de ses parents) avait été mise en avant.

Même chose du côté de l'aménagement du territoire et de l'environnement. On l'a dit : quelques mesures symboliques et ponctuelles ne sauraient cacher l'oubli d'une réorientation générale de nos modes de vie et de transports. Les moratoires sur les autoroutes et le nucléaire n'étaient pas de vaines promesses à 5% d'écolos, mais une exigen-

ce de raison. Quand on sait qu'on ne peut pas continuer comme avant, il est prudent de s'arrêter un peu pour réfléchir. Telle centrale, telle autoroute ne se feront pas : bien. D'autres si : pourquoi ? Parce qu'on n'a pas assez manifesté ? L'aéroport de Roissy sera doublé, le seul "*hub*" (carrefour) aérien français sera maintenu dans une mégapole déjà saturée : pourquoi ? Parce que ça arrange Air France de faire atterrir à Paris des passagers qui n'ont rien à faire à Paris ? Dominique Voynet au ministère, les militants écologistes sur le terrain, mènent une multitude de guérillas. Un jour ils gagnent, un jour elle perd... Mais qui perd ? Sinon la population française ? Qui gagne, sinon le bon sens ? Ne pas faire quelque chose d'inutile et de nuisible, c'est bien, oui. C'est le début de quelque chose. Mais ce n'en est que le commencement.

Je pourrais continuer cette déclinaison. Le chapitre suivant serait l'Europe, mais Lionel Jospin a l'excuse d'être bien loin de pouvoir y jouer un rôle d'arbitre. Le chapitre suivant serait le Tiers-Monde, mais si peu a été fait que je n'aurais rien à dire...

Pour un débat citoyen...

Alors, je préfère lancer un appel aux socialistes, aux écologistes, aux communistes, aux militants, aux intellectuels, aux associatifs. Pendant les années noires de la défaite (1993-1997), nous avons discuté. Il y eut les «Assises de la Transformation Sociale», il y eut les Appels les plus divers, et même... un *Appel au Débat* ! Ces débats, peut-être 10 000 personnes, des «responsables», y ont participé. Ils ont considérablement ouvert la réflexion de chacun. Le productivisme, le vieil étatisme de la gauche et son nouveau libéralisme, ont été critiqués. De nouveaux principes (s'enracinant dans de très vieilles valeurs) ont été mis en avant : la solidarité, la citoyenneté, la soutenabilité, la responsabilité... Ils ont pesé et pèsent encore sur le programme et la méthode du gouvernement Jospin.

Avec la victoire des gauches et des Verts, nous sommes passés de l'heure des discussions de principe à l'heure de la mise en œuvre. C'est beaucoup plus difficile. Appliquer un principe, ce n'est pas passer d'une directive à son exécution. C'est découvrir, dans les difficultés concrètes de la mise en œuvre, ce qu'il y avait de véritablement important, de véritablement profond, dans une aspiration, une idée, un principe. Ce n'est pas une affaire de techniciens de la politique. Cela demande en fait infiniment plus de citoyenneté, une participation de chacun. Car l'enfer se cache dans le détail, et c'est à chacun de débusquer le détail. Ce n'est plus l'affaire de 10 000 penseurs seulement, mais de millions de citoyens.

«Ne pas recommencer 1981», ce n'est pas seulement en appeler à la mobilisation. C'est en appeler aux débats *concrets* : qu'est-ce qu'on a vraiment voulu voter ? Qu'est-ce que ça implique dans tous les champs de la pratique ? Créer des emplois ? Comment, dans chaque activité existante ou à naître ? Assurer à chacun les moyens de vivre bien : comment, quand les moyens sont limités ? Sauver notre eau, sauver notre air : comment, dans chaque choix agricole, dans chaque choix d'infrastructure ?

Les élections régionales feront descendre la politique au plus près du terrain. Puissent-elles être l'occasion d'un vrai débat citoyen, opérationnel cette fois, où il sera question de notre quotidien, de nos emplois, de notre paysage, de nos itinéraires, de nos quartiers. De la façon dont la politique change notre vie, de la politique vivante. ●

Réussir le plan emploi jeunes

La lettre Fonda n°46, octobre 97

Dans son numéro d'octobre, la Fonda, animatrice de la vie associative, souligne quelques conditons nécessaires à la réussite du plan emploi-jeunes qui interessera nos lecteurs.

Pour que ce nouveau programme ne renforce pas l'exclusion du marché du travail des autres jeunes et pour qu'il n'accroisse pas la «fracture sociale» entre deux jeunesses, il importe de veiller à l'articulation des dispositifs d'insertion et de lutte contre le chômage, au sein des filières professionnelles, sur les territoires et avec les réseaux associatifs et institutionnels.

L'affichage politique du programme en question et sa couverture médiatique insistent sur la «nouveauté» des vingt-deux métiers envisagés. Le secteur associatif et les autres acteurs locaux de l'insertion, de la prévention ou de la médiation — pour ne citer que ces axes — ont contribué à l'émergence et à la difficile reconnaissance de ces métiers de proximité, de solidarité et de cohésion sociale ; ils ont mesuré également leur spécificité et les compétences requises ! Ils se réjouissent donc du lancement d'un programme qui permettra de développer quantitativement, mais aussi qualitativement, par une réelle professionnalisation, ces métiers d'aujourd'hui et de demain.

La Fonda a évalué, au travers d'une étude sur l'emploi associatif, à quel point les associations ont montré leur capacité à se mobiliser dans le cadre des politiques publiques d'aide à l'emploi (TUC, contrats de qualification, CES...) ; ont également été constatées les dérives et les limites d'un recours «immodéré» aux emplois aidés et aux statuts intermédiaires, conduisant à une précarisation de l'emploi dans certains cas et à un affaiblissement du projet associatif lui-même.

La mobilisation des associations sur ce nouveau programme devra être cadrée au travers de conventions avec les «têtes de réseau» afin :
- d'éviter ou limiter les risques de dérive précités,
- de mettre en place accompagnement et formation,
- d'assurer la compatibilité avec le projet associatif, au travers d'objectifs qualitatifs et pas seulement quantitatifs.

Pour se procurer ce numéro, s'adresser à la Fonda : 18 rue de Varenne 75007 Paris.